Le pouvoir aux travailleurs

27 JUIN 2020

N° 266

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Inondation à Abidjan

Éditorial

PLUIES DILUVIENNES : CE SONT SURTOUT LES HABITANTS DES QUARTIERS PAUVRES QUI EN SUBISSENT LES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES Page 3

ZI VRIDI : LA RAPACITÉ DES CAPITALISTES N'A PAS DE LIMITE ! Page 4

C'EST L'ÉTAT ET LE GROUPE BOLLORÉ QUI SONT LES PREMIERS RESPONSABLES DU DRAME D'ANYAMA Page 9-10

C'EST TOUT LE SYSTÈME CAPITALISTE QU'IL FAUDRA DÉBOULONNER Page 13

SOMMAIRE	PAGES

ÉDITORIAL :

- PLUIES DILUVIENNES : CE SONT SURTOUT LES HABITANTS DES QUARTIERS PAUVRES QUI EN SUBISSENT LES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES ……..... 3

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :

- ZI VRIDI : LA RAPACITÉ DES CAPITALISTES N'A PAS DE LIMITE !..... 4
- LES ROUTES TRÈS « BIODÉGRADABLES » DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON …… 4
- COVID 19 : UN PRÉTEXTE DE PLUS POUR AGGRAVER L'EXPLOITATION 5
- UNIWAX : IL FAUDRA SE BATTRE POUR CONSERVER LES PRATIQUES D'HYGIÈNE À L'INTÉRIEUR DE L'USINE …….…….. 5 - 6
- ÉCO ÉBURNIE : COVID-19 A BON DOS ……..…. 6

LEUR SOCIÉTÉ :

- C'EST L'ÉTAT ET LE GROUPE BOLLORÉ QUI SONT LES PREMIERS RESPONSABLES DU DRAME D'ANYAMA ….. 7
- LES ENFANTS DE PAUVRES SONT EXCLUS DES HAUTES ÉTUDES ……. 7 - 8
- FACE À LA VIE CHÈRE, Il FAUT CONTRAINDRE LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT À SACRIFIER LES PROFITS PLUTÔT QUE NOS VIES ET NOS SALAIRES !……..... 8
- L'EXPLOITATION SCANDALEUSE DES ENFANTS ET LES GESTICULATIONS HYPOCRITES DES AUTORITÉS …….. 9 - 10
- ZUÉNOULA : TROIS FEMMES SOUPÇONNÉES DE SORCELLERIE TUÉES PAR DES ÉLÈVES..... 10 - 11

INTERNATIONAL :

- C'EST TOUT LE SYSTÈME CAPITALISTE QU'IL FAUDRA DÉBOULONNER …….. 12

E d i t o r i a l

PLUIES DILUVIENNES : CE SONT SURTOUT LES HABITANTS DES QUARTIERS PAUVRES QUI EN SUBISSENT LES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES

Routes coupées par les torrents, quartiers entiers inondés, véhicules emportés par les eaux, toitures qui cèdent, glissements de terrain, accidents de voitures, bouchons, etc. Voilà le spectacle que donnait la ville d'Abidjan pendant les deux jours de pluies diluviennes, du 25 au 26 juin.

Aucune commune de la ville n'a échappé aux inondations. Désolation, angoisse et peur étaient des sentiments partagés. Le bilan officiel fait état de 7 morts à Abidjan qui viennent s'ajouter au 17 morts suite à un éboulement de terrain à Anyama.

Cocody, une commune pourtant considérée comme bien lotie, n'y a pas échappé. Le niveau des eaux de pluie a dépassé plus d'un mètre par endroits. L'eau a dévalé les pentes et inondé plusieurs habitations ; des véhicules ont été emportés. Cela a été encore plus grave dans les sous-quartiers de cette même commune où l'eau atteignait plus de deux mètres, obligeant les gens à s'abriter sur les toitures des maisons. Beaucoup de témoins ont dit qu'ils n'ont jamais vu un tel déluge.

Le carrefour Indénié n'a pas failli à sa réputation. Comme tous les ans, il a été inondé. Les ouvriers construisant un échangeur à cet endroit ont dû arrêter les travaux illico et quitter les lieux au risque de se faire emporter par les eaux.

Plutôt que de chercher des solutions réelles à ce problème d'inondations, nous avons droit chaque année aux mêmes discours accusateurs du gouvernement à l'encontre des habitants des quartiers pauvres comme s'ils faisaient exprès de vivre dans des zones à risque, à flanc de collines ou dans des bas-fonds inondables.

Il y a peu, le journal gouvernemental Fraternité Matin lançait des fleurs au gouvernement en disant qu'il a vaincu les inondations. Il a fallu à peine quelques jours pour que la réalité les rattrape. En tout cas, ce ne sont pas les familles sinistrées qui lanceront des fleurs à ce gouvernement !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ZI VRIDI : LA RAPACITÉ DES CAPITALISTES N'A PAS DE LIMITE !

LA STDM (Société de Distribution de Toutes Marchandises) est basée dans la zone industrielle de Vridi. Elle fait partie du groupe Carré d'Or et est spécialisée dans l'approvisionnement des grandes surfaces et autres grossistes.

Depuis l'éclatement de la pandémie, cette entreprise a été sollicitée par l'État, les grandes surfaces, les ONG, les organismes de bienfaisance pour leur approvisionnement en marchandises. C'est dans ce contexte de cadence accélérée de travail que la direction a décidé de réduire d'un quart les salaires sous prétexte que la pandémie impacte son activité. Cette mesure touche les ouvriers des unités de lait, de tomates et de riz pour le mois de mai et de juin. Cette ponction de 25% a été effective sur la paie du mois de mai. La direction a le culot de dire que c'est « pour des raisons de solidarité, d'humanisme et purement sociale » qu'elle agit de la sorte afin que les travailleurs ne soient pas mis en chômage technique.

Dans ce contexte de pandémie, les mesures de distanciation ne sont pas respectées à l'usine. Les ouvriers se protègent le nez et la bouche avec du papier lotus au lieu de masques. Ajouter à tout cela les risques courus lors des déplacements pour se rendre au travail et retourner au domicile.

Ce qui est sûr c'est que pour les dirigeants et les actionnaires de cette entreprise tout va pour le mieux. La seule limite à leur rapacité c'est notre refus collectif.

LES ROUTES TRÈS « BIODÉGRADABLES » DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON

La saison des pluies cette année a été un accélérateur de la dégradation rapide de la voirie dans la zone industrielle de Yopougon. Les nids de poule se sont multipliés un peu partout sur les routes et ceux qui existaient auparavant se sont agrandis. Dans certains endroits, la voie s'affaisse sous le poids des gros camions qui sont nombreux dans cette zone. La plupart des bouches d'égout n'ont plus de fermeture métallique et il n'est pas rare de voir des véhicules bloqués dans ces ouvertures souvent en pleine chaussée.

La voirie a été entièrement refaite dans cette zone il y a à peine quelques années mais dès la mise en service, des signes de dégradation ont été observés au point que certains tronçons ont dû être entièrement refaits. Combien de milliards ont été dépensés dans ces travaux mal faits ? Les entreprises de travaux publics ont vraisemblablement empoché l'argent en bâclant le travail mais cela ne se fait pas sans la complicité de quelques responsables haut placés dans l'appareil d'État.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

COVID 19 : UN PRÉTEXTE DE PLUS POUR AGGRAVER L'EXPLOITATION

Nutri est une entreprise de fabrication de produits alimentaires située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle est connue pour ses biscuits appelés Chipsy. Depuis plusieurs années, les travailleurs de cette entreprise sont en lutte pour exiger l'embauche de ceux qui ont plus de deux ans d'ancienneté. Cette situation est d'autant plus aberrante que certains ont plus de quinze ans d'ancienneté sans être en CDI. Face au patron, les travailleurs ont tenu bon et forts de leur mobilisation, ils ont obtenu l'embauche d'une centaine d'entre eux. Ce processus était en cours lorsque le coronavirus est arrivé. Le patron a aussitôt sauté sur l'occasion pour stopper les contrats en CDI.

Voyant que plusieurs autres travailleurs sont dans l'attente d'une embauche et que cette période de coronavirus n'est pas propice à la mobilisation, le patron en profite pour leur faire signer un contrat à durée déterminée, ce qui les expose à un renvoi à tout moment ou à un chômage technique sans le sou.

La direction et les actionnaires de l'entreprise se frottent les mains mais attention au retour de la manivelle car la colère des travailleurs va peut-être les surprendre.

UNIWAX : IL FAUDRA SE BATTRE POUR CONSERVER LES PRATIQUES D'HYGIÈNE À L'INTÉRIEUR DE L'USINE

Uniwax est une entreprise d'impression de pagnes située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle est connue pour ses pagnes Woodyn ou autres Print. Avec l'avènement du coronavirus, la direction s'est vue obligée d'appliquer des mesures d'hygiène qu'elle foulait au pied auparavant. Voici à ce sujet, le témoignage d'un travailleur de cette entreprise.

« Depuis l'arrivée du coronavirus, il y a eu beaucoup de changements concernant l'hygiène. Avant, dans les toilettes on n'avait pas de savon pour se laver les mains, aujourd'hui on en trouve. À l'entrée de l'usine, il y a un appareil pour prendre la température et des produits pour le lavage des mains. Il y a des boites de gel hydro alcoolique disposées un peu partout, dans les couloirs, dans les toilettes, à la cantine. Les cache-nez sont changés régulièrement. Dans tout ça, la plus grande attraction ça a été le sèche-main électrique. Personne parmi nous n'avait vu ça auparavant. On a remarqué qu'il y avait un appareil inhabituel au mur, on ne savait pas ce que c'était. L'un d'entre nous l'a déclenché par hasard et c'est là qu'on s'est rendu compte que ça servait à se sécher les mains après le lavage.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Nous on espère que ça va continuer comme ça. On se souvient qu'au temps de l'Ébola, ça avait été la même chose mais dès que la maladie fut passée, les mauvaises habitudes de non-respect de l'hygiène sont revenues au galop.

Cette fois-ci, il faudra qu'on veille à ce que la direction continue d'appliquer les mesures d'hygiène, y compris lorsque l'épidémie de coronavirus sera passée ».

ÉCO ÉBURNIE : COVID-19 A BON DOS

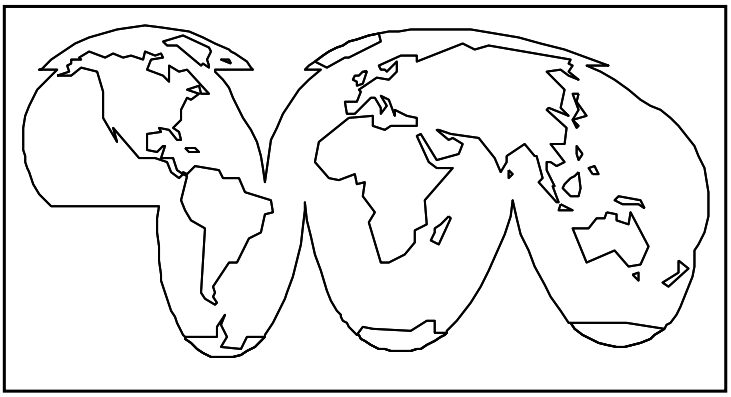
ECO Éburnie est l'entreprise chargée du nettoyage de la ville d'Abidjan. Elle emploie des éboueurs, des balayeurs, des machinistes, etc. L'arrivée du coronavirus a fourni un prétexte au patron pour serrer la vis aux travailleurs. Voici le témoignage d'un travailleur.

« Avec l'arrivée de l'épidémie de coronavirus, des entreprises ont été impactées, mais ce n'est pas le cas pour nous, vu que nous nous chargeons de nettoyer la ville. La charge de travail est toujours la même. Cela n'a pas empêché le patron de se servir de ce prétexte pour renvoyer une partie de nos collègues.

La direction veut que ceux qui restent, abattent plus de travail pour compenser la réduction du personnel. Pour atteindre cet objectif, les heures de travail ont été prolongées pour le même salaire. Avant, l'équipe qui commençait à 7 heures finissait à 14 heures. Aujourd'hui, il faut continuer jusqu'à 18 heures voire 20 heures dans certains cas. De plus, malgré les fortes pluies qui s'abattent ces derniers temps sur la ville, nous sommes obligés de travailler sous l'averse sinon nous risquons de perdre notre emploi.

Pour le moment, on n'ose pas réclamer notre dû au patron parce qu'on est bien conscient de ne pas être organisé. Mais aujourd'hui, on y pense sérieusement car il faudra bien un jour faire reculer cette arrogance patronale. »

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

C'EST L'ÉTAT ET LE GROUPE BOLLORÉ QUI SONT LES PREMIERS RESPONSABLES DU DRAME D'ANYAMA

Dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 juin un glissement de terrain a endeuillé un quartier d'Anyama, commune de la banlieue proche du nord d'Abidjan. Le bilan fait état de 17 personnes décédées, 8 autres blessées, 52 familles sinistrées (soit 733 personnes) ainsi que 4 personnes portées disparues.

Ce quartier du nom de Derrière-rail jouxte la ligne de chemin de fer qui traverse tout le pays. Les logements sinistrés sont en contrebas et les rails traversent le quartier en hauteur sur une butte. Ce sont donc ces installations de la RAN (Régie Abidjan Niger) qui ont cédé sous les eaux de pluie, entrainant une coulée de boue. Les images de ce drame ont fait le tour des réseaux sociaux. L'image des personnes prises au piège de la coulée de boue et qui sont mortes par étouffement, hanteront pour longtemps la mémoire des habitants des quartiers précaires.

Mais la grosse pluie n'explique pas tout. S'agissant des rails suspendus dans le vide au-dessus du quartier, il y a bel et bien l'entière responsabilité de l'État et de Bolloré-Logistique, groupe qui exploite les chemins de fer en Côte d'Ivoire. Des travaux ont été lancés récemment pour rénover la voie ferroviaire et c'est encore Bolloré qui avait remporté le marché. Ce drame montre que ces travaux ont été réalisés en faisant des économies sur la sécurité des quartiers et l'aménagement du réseau ferroviaire.

La ministre de la Solidarité a fait son cinéma sur ce drame tout en mettant la responsabilité sur les populations vivant dans les zones à risques. Mais elle n'ignore pas que les vrais responsables de ce drame, ce sont en premier lieu l'État de Côte d'Ivoire et le groupe Bolloré. C'est le ministère de la Construction qui octroie les permis de construire. Et dans ce cas précis, c'est une structure mal réalisée de la RAN qui a cédé et qui a fait que l'eau s'y est engouffrée et a emporté les personnes sur son passage.

Pour le moment, l'État s'en sort à bon compte en faisant l'aumône aux sinistrés.

LES ENFANTS DE PAUVRES SONT EXCLUS DES HAUTES ÉTUDES

L'État vient de d'augmenter les frais d'inscription pour les étudiants en année de thèse à l'université. Ces frais sont passés de 90.000 à 590 000 francs. L'université publique n'est aujourd'hui publique que de nom. Sinon comment comprendre une telle augmentation de plus de 500 % rien que pour des frais d'inscription.

L E U R S O C I E T E

Le salaire d'un ouvrier moyen travaillant dans les zones industrielles de ce pays tourne autour de 100 000F. Dans ces conditions, comment un travailleur peut-il payer une telle somme s'il a un enfant en année de thèse ?

Autant dire aux enfants de travailleurs de ne pas rêver de faire des études supérieures. C'est scandaleux.

FACE À LA VIE CHÈRE, Il FAUT CONTRAINDRE LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT À SACRIFIER LES PROFITS PLUTÔT QUE NOS VIES ET NOS SALAIRES !

Le 25 juin dernier, une haute personnalité du ministère du Commerce est allée à Tiassalé pour sensibiliser les commerçants sur le plafonnement des prix de certaines denrées de grande consommation comme le riz, la viande, l'huile, la tomate en concentrée, le sucre et autres. À Abidjan, de telles sensibilisations ont aussi eu lieu. Le gouvernement prétend ainsi soulager les populations pauvres mais la réalité est là, les travailleurs et les populations pauvres subissent de plein fouet le coût de la vie qui ne cesse de grimper.

Ce n'est pas la première fois qu'une telle opération est menée. Par le passé, il y en a eu bien d'autres. On peut citer entre autres, l'affichage des prix, le contrôle des instruments de mesure, etc. Ces opérations ont toutes été inefficaces. Pire, elles ont plutôt donné lieu à des opérations de racket des petits commerçants par les contrôleurs quand elles n'ont pas servi de prétexte pour subventionner à coup de milliards les commerçants grossistes ainsi que les importateurs de denrées.

Aujourd'hui, le gouvernement parle de plafonnement des prix mais c'est de la poudre aux yeux. S'il était vraiment soucieux de lutter contre la cherté de la vie, il pourrait déjà commencer par augmenter sensiblement le salaire minimum légal et veiller à ce qu'il soit réellement appliqué par les employeurs. Il devrait aussi indexer le salaire des travailleurs sur le coût réel de la vie pour que ce qui est donné d'une main ne soit pas repris de l'autre. Ce serait une simple mesure de salut public, mais on ne peut pas attendre cela d'un gouvernement complètement à plat ventre devant le patronat.

Ce sera aux travailleurs de l'exiger par leurs luttes collectives sur leurs lieux de travail, dans leurs quartiers et dans la rue.

L E U R S O C I E T E

L'EXPLOITATION SCANDALEUSE DES ENFANTS ET LES GESTICULATIONS HYPOCRITES DES AUTORITÉS

Le 25 juin, la Première Dame, tête de file de la prétendue lutte contre le travail des enfants en Côte d'Ivoire, a fait des dons à l'unité de police en charge de la lutte contre cette pratique officiellement interdite. Ce sont des véhicules de type 4 x 4 doubles cabines, des motos, du mobilier de bureau, du matériel informatique, 5.000 masques et des produits de lavage des mains. Ont assisté à cette cérémonie, tout un parterre de hautes personnalités dont des ministres, des représentants du corps diplomatique et autres institutions internationales. Il y a eu beaucoup de discours, des bilans ont été dressés selon lesquels plus de 320 trafiquants (qui servent d'intermédiaires ou de convoyeurs d'enfants vers leurs lieux d'exploitation) auraient été mis aux arrêts dans différentes localités grâce aux opérations de police.

Les intervenants ont surtout mis l'accent sur la répression policière mais pas un mot sur les causes profondes du phénomène, à savoir qu'il y a d'un côté la misère qui pousse les familles pauvres à faire travailler les enfants pour apporter un peu d'argent à la maison et de l'autre, des personnes qui veulent tirer profit du travail des enfants mal payés. Au sommet de cette pyramide d'exploitation, notamment dans le cas des plantations de cacao, il y a les grandes firmes internationales qui font d'énormes profits et entre les deux, l'État ivoirien qui prend sa part du gâteau. La menace de sanction américaine sur le cacao ivoirien décrié par des associations de défense des droits des enfants, n'est pas étrangère au cinéma que fait actuellement le gouvernement ivoirien sur sa prétendue lutte contre l'exploitation des enfants dans les plantations. Il s'agit de son portefeuille.

Il n'est pas besoin d'aller dans les plantations de cacao à l'intérieur du pays pour se rendre compte de la réalité du travail des enfants. Il suffit de s'asseoir dans un maquis pour constater qu'il y a de nombreux enfants ou adolescents qui sont cireurs de chaussures ou qui vendent de petites choses. Dans les marchés, il y en a qui proposent d'aider à transporter les bagages, d'autres vendent de l'eau en sachet ou des emballages en plastique.

L E U R S O C I E T E

C’est la pauvreté qui pousse une grande partie de la population, adultes comme enfants, vers la débrouillardise pour survivre. Dans ce pays, pour ceux qui ont « la chance » d’avoir un travail, les salaires des ouvriers sont bas et suffisent rarement à couvrir les besoins les plus élémentaires de leurs familles. Résultat pour beaucoup, les enfants doivent se débrouiller. Dans les campagnes, c’est la même situation que vivent les familles des paysans pauvres. C’est le sort que réserve la société capitaliste à l’ensemble des pauvres de ce pays comme à ceux d’ailleurs.

ZUÉNOULA : TROIS FEMMES SOUPÇONNÉES DE SORCELLERIE TUÉES PAR DES ÉLÈVES

Un élève en classe de 4ème dans un collège de la localité est décédé. Lors de ses funérailles le 25 juin dernier, ses camarades venus des villages alentours ont organisé une opération de représailles. Ils ont séquestré tous les membres de la famille du défunt pour les contraindre à « dénoncer » le responsable de la mort. C’est ainsi qu’ils sont parvenus à obtenir des prétendus aveux d’une femme parmi ces otages et lui faire citer deux autres femmes qui seraient ses complices. Ligotées pendant des heures, les trois femmes ont été assassinées et enterrées par leurs bourreaux. Voilà où peut parfois mener l’ignorance et l’obscurantisme.

Beaucoup de gens n’ont pas accès aux hôpitaux pour se faire soigner. Et même quand c’est le cas, les hôpitaux publics sont dépourvus de tout et ne le sont que de nom. Dans ces conditions, diagnostiquer avec précision un mal, relève du miracle. En cas de décès, on ne peut même pas faire une autopsie pour en connaître la cause. Comment s’étonner alors que certains continuent de croire que si quelqu’un est mort c’est parce qu’on lui a jeté un sort ? Comment s’étonner que certains en soient réduits aux méthodes de nos ancêtres qui faisaient recours aux devins et autres féticheurs pour désigner un « coupable » ? C’est ce que les jeunes élèves de Zuénoula ont fait en tuant trois femmes.

Si cette barbarie des temps anciens existe toujours de nos jours c’est parce que le pouvoir et plus généralement le capitalisme est incapable d’apporter le progrès tant dans le domaine sociale que culturelle à l’ensemble de la société. Ils s’appuient alors sur les croyances et les coutumes les plus rétrogrades pour perpétrer ce système d’exploitation et de domination.

L E U R S O C I E T E

L'ignorance et le fatalisme sont des alliés du capitalisme. Ils prospèrent sur le terreau de la misère et empêchent les exploités de prendre conscience de l'origine réelle de la misère et des injustices sociales. Ils sont entretenus par l'élite même du pays car celle-ci trouve son intérêt dans la perpétuation du système actuel.

Vivement qu'on en finisse avec cette société qui n'est plus en mesure de nous apporter du progrès et nous fait stagner dans l'arriération.

LE GOUVERNEMENT A FAIT LE CHOIX DE PRÉSERVER LE PROFIT DES CAPITALISTE AU DÉTRIMENT DE NOTRE SANTÉ

Le monde enregistre actuellement un nouveau pic de contagion. Le nombre officiel de personnes testées positives au covid-19 avoisine les 10 millions et on compte aussi près de 500 000 décès. En Côte d'ivoire, selon les derniers chiffres officiels il y aurait plus de 8 500 cas de contamination et 64 décès à la date du 26 juin, contre 2500 contaminés à la fin du mois de mai. C'est dire que le virus est loin d'être sous contrôle.

Les autorités montrent cependant leur empressement à desserrer les mesures de sécurité sanitaire pour, disent-elles, ne pas pénaliser l'économie du pays. En réalité, il s'agit surtout de ne pas pénaliser les profits capitalistes. C'est ainsi que dès le 1er juillet les frontières aériennes seront rouvertes.

La raison aurait voulu que les déplacements des personnes soient les plus limités possibles jusqu'à ce que vaccins ou remèdes aient été trouvés. Malheureusement, entre protéger les populations ou préserver les intérêts de la bourgeoisie, le gouvernement a choisi de nous envoyer au casse-pipe pour faire tourner la machine à profits de la bourgeoisie. L'autre choix l'aurait contraint à prélever sur les immenses profits déjà engrangés par la bourgeoisie pour faire face aux besoins de la société. Mais ça, il ne le veut pas à moins d'y être forcé.

L E U R S O C I E T E

LE GOUVERNEMENT IVOIRIEN, ADEPTE DE LA MÉTHODE COUÉ

Selon les récentes déclarations des dirigeants de ce pays, il y aura plus de peur que de mal pour l'économie ivoirienne suite à la crise sanitaire. Ils disent que, les indicateurs resteront bons pour les trois prochaines années, que l'inflation sera maitrisée à 1,8% avec un taux de croissance moyen de 6,5% et patati et patata. Ils se lancent des fleurs tout en espérant que cela va attirer des investisseurs à la recherche de bonnes affaires.

Mais, bonnes affaires pour la bourgeoisie ne signifie pas progrès social pour la grande majorité de la population et particulièrement pour la classe ouvrière. Si c'était le cas, on l'aurait constaté lorsque le taux de croissance économique en Côte d'Ivoire était à un niveau plus élevé avant la pandémie. Durant des années, les profits capitalistes se sont accrus pendant que le niveau de vie des travailleurs a baissé. Les conditions de travail dans les entreprises se sont aggravées : augmentation des cadences, heures supplémentaires non payées, généralisation du travail journalier, travail payé à la tâche, etc…

Avec l'arrivée de la Covid 19 et l'instauration du confinement, les conditions d'existence déjà difficiles des familles ouvrières se sont détériorées : chômage technique, baisse des salaires, licenciement, vie chère, etc…

En plus, avec tous les drames liés aux récentes inondations et les déguerpissements des quartiers précaires, ce sont les loyers qui vont augmenter dans les zones habitables. Ce qui va encore baisser le pouvoir d'achat des populations et créer encore plus de misère.

Ce gouvernement est à la solde des riches et chaque jour il le prouve.

UN CANDIDAT QUI FAIT DES DONS AVEC DE L'ARGENT QUI NE LUI APPARTIENT PAS

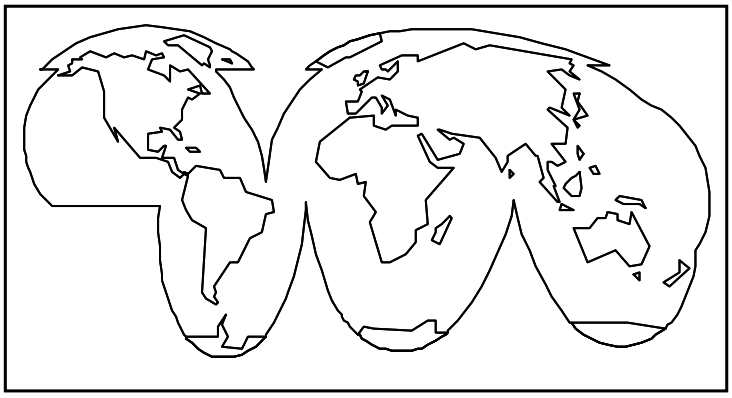
Le 24 juin 2020, le ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables ainsi que le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique ont remis deux ambulances respectivement à l'hôpital général de Port-Bouët et au centre de santé communautaire de Vridi 3 Zimbabwe. Ils les ont présentées comme un don du Premier ministre, candidat déclaré du parti au pouvoir.

L E U R S O C I E T E

De nombreux hôpitaux manquent d'ambulances, cela rend problématique le déplacement des personnes gravement malades. Ainsi, par exemple, l'ambulance de la sous-préfecture de Bayota peuplée de plus de 50 000 habitants est partie en fumée en août 2018 et depuis lors, elle n'a pas été remplacée. C'est en brouette ou en tricycle que des malades sont évacués. C'est scandaleux ! Combien d'années va-t-il falloir attendre pour avoir une ambulance de remplacement ?

Nous sommes en année électorale et les gouvernants ne manquent aucune occasion de faire de la publicité à bon compte pour leur candidat. Ils ont le culot de présenter les véhicules appartenant à l'État comme des dons personnels offerts par leur candidat. En plus de cela, ils veulent qu'on applaudisse ce monsieur ?

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

C’EST TOUT LE SYSTÈME CAPITALISTE QU’IL FAUDRA DÉBOULONNER

L’assassinat de George Floyd, un citoyen américain par des policiers blancs racistes suscite à juste raison la colère et l’indignation de millions de personnes aux États-Unis d’Amérique. Comment accepter de continuer à vivre dans un système aussi odieux, sous la menace permanente de flics crapuleux, spécialement dressés contre des gens pauvres surtout lorsqu’ils ont la peau noire ? La réponse, ce sont ceux-là même qui subissent ces exactions, ces harcèlements au quotidien et à longueur de temps qui la donnent à leur façon. Très rapidement c'est-à-dire à la vitesse que permet l’informatique, ces sentiments de colère et d’indignation se transforment en révolte contre les symboles, en l’occurrence les statues des hommes qui incarnent ce système.

Des statues de généraux confédérés du sud des États-Unis ont été déboulonnées par des manifestants en colère. Quelques autres figures connues d’anciens marchands d’esclaves, sont tombées, emportées par la même vague de révolte. Partout dans le monde, les gens ont bougé pour dire non au racisme.

En Angleterre, dans la ville de Bristol, la statue d’un certain Edgard Colston, ancien marchand d’esclaves, est tombée le 7 juin. En Belgique, c’est celle du roi Léopold II qui a été retirée par la ville d’Anvers. Un buste de ce même roi, connu pour sa férocité au Congo, a été démonté à la suite d’une pétition d’étudiants de l’université de Mons.

À Paris, la station de métro Gallieni a été rebaptisée symboliquement des noms de Josette et Maurice Audin. Ce dernier était un jeune mathématicien militant du Parti communiste en Algérie. Il fut assassiné le 30 juin 1957 par l’armée française. Gallieni fut l’un des pires massacreurs lors des conquêtes coloniales françaises. Il réprima dans le sang les révoltes des populations locales qui venaient d’être asservies par la France. C’est à Madagascar qu’il s’illustra le plus tristement. Arrivé dans cette île en 1896, un an après sa conquête par l’armée française, il y mena pendant dix ans une répression féroce contre les guérillas locales. Il y a eu la révolte des Menalamba, celle des VVS et de bien d’autres sociétés secrètes. Elles avaient en commun de ne pas accepter cette domination coloniale.

Au Congo, en RDC, au Sénégal et dans bien d’autres pays anciennement colonisés, il y a aussi des jeunes qui dénoncent le fait que l’on maintienne encore dans les pays africains des noms de rues, de places ou de ponts honorant des colonisateurs comme Gallieni, Faidherbe (gouverneur du Sénégal de 1854 à 1861 et de 1863 à 1865) et autres.

Nous, communistes, qui luttons pour une société débarrassée de l’exploitation de l’homme par l’homme et de toutes formes d’oppression, sommes solidaires de celles et ceux qui se révoltent contre les symboles de l’oppression raciale et coloniale. Notre combat ne doit pas s’arrêter là, c’est tout le système capitaliste qu’il faudra un jour renverser.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.